

« Élections fédérales : Usez de vos droits ! »

Le 18 octobre 2015

À l'occasion des élections fédérales, les électeurs et électrices suisses auront le pouvoir d'influencer la direction vers laquelle ira la Suisse. Je crois en la démocratie, mais le droit de vote est comme la liberté d'expression, c'est un droit qui s'use lorsqu'on ne s'en sert pas.

Pourtant, voter est un droit fondamental, trop peu utilisé par celles et ceux qui possèdent ce droit. Laisser aux autres le choix de décider de notre futur est pour moi une démarche incompréhensible, surtout lorsque l'on sait que les élections de cet automne auront des conséquences indéniables pour Genève et donc également pour notre Ville d'Onex.

- Voulons-nous une Suisse isolée du reste du monde, une Suisse qui maintient des privilèges pour quelques grands groupes et dirigeant-e-s ?
- **Ou** voulons-nous une Suisse qui partage plus équitablement les fruits de sa prospérité entre toutes et tous ses citoyen-ne-s ?

Pour les Socialistes, la réponse est claire : nous voulons une Suisse dans laquelle chaque personne trouve sa place, puisse librement décider de son mode de vie et ait les mêmes chances de réussite.

Participer aux élections fédérales est un acte significatif, car **les principales préoccupations des habitant-e-s de notre canton comme le logement, l'assurance-maladie, l'AVS, l'égalité salariale, la protection des salariés et le soutien aux familles** se décident à **Berne**.

Ce sont des compétences qui relèvent du droit fédéral.

Ici à **Onex**, nous développons des logements non spéculatifs pour toutes et tous, mais pour la majorité des habitant-e-s c'est **le droit du bail fédéral qui donne le cadre des loyers**.

À Onex, nous aidons les personnes en difficulté avec leur assurance-maladie, leurs recherches d'emploi, leurs difficultés économiques liées à la retraite et à la santé, **mais encore une fois c'est le droit fédéral qui fixe les limites de notre action**.

À Onex toujours nous nous engageons à créer plus de places d'accueil de la petite enfance, mais les soutiens que nous pouvons obtenir sont dépendants **des décisions prises à Berne**.

LOGEMENTS ABORDABLES

Votez PS le 18 octobre !

POUR TOUS,
SANS
PRIVILÈGES



SALAIRES ÉQUITABLES

Votez PS le 18 octobre !

POUR TOUS,
SANS
PRIVILÈGES



Toutes ces préoccupations, pour lesquelles les Socialistes exigent résolument plus de justice sociale, sont au cœur de nos combats.

Et, parce qu'elles nous tiennent à cœur, nous nous ne cesserons de lutter pour la qualité de vie dans nos communes et dans notre canton, un canton ouvert et tourné vers l'avenir, un canton qui s'engage pour tous et toutes les Genevois-e-s, sans privilège !

Avec les Socialistes, votre voix compte à Berne !

Carole-Anne Kast, Présidente du Parti socialiste genevois et Maire de la Ville d'Onex



Au Conseil des États

La voix de Genève à Berne

Si je me représente, c'est pour continuer à représenter les Genevois-es ! Comme les **Genevois-es** en votation populaire, j'ai dit **NON**, au Conseil des États, à l'initiative du 9 février 2014.



Comme elles et eux, j'ai dit **OUI** aux initiatives pour une caisse publique d'assurance-maladie et contre les rémunérations abusives.

Durant cette législature, je me suis battue pour que les Genevois-es obtiennent le remboursement d'une partie des primes-maladie payées en trop.

J'ai promu la Genève internationale et les droits humains, par exemple en obtenant du Conseil fédéral un rapport sur la réparation pour les victimes de violations commises par des multinationales.

J'ai aussi œuvré pour une politique sociale forte, entre autres pour l'accueil extrafamilial, où le soutien fédéral a permis à notre canton de créer de nombreuses places de crèche.

Ces prochaines années, il s'agira notamment d'assurer une médecine de qualité accessible à toutes et tous, ainsi que la réforme de la prévoyance vieillesse.

Je souhaite continuer à traduire en actes les valeurs socialistes de justice sociale, de solidarité et de cohésion. Aux côtés de Robert Cramer, je veux poursuivre mon engagement pour une Suisse ouverte, durable et respectueuse de chacun-e.

Liliane Maury Pasquier, Conseillère aux États



Au Conseil national



Les femmes représentent 51,7 % de la population genevoise.

Elles sont 8 conseillères administratives socialistes dans les communes, 6 députées au Grand Conseil.

Et à Berne ?

L'humain, la cohésion sociale ainsi que les chances égales pour toutes et tous traversent mes différentes implications passées et présentes tant politiques, professionnelles qu'associatives.

Spots sur trois dossiers :

- **Faire évoluer les droits des femmes** : diminuer le sous-emploi, stimuler les carrières, offrir des structures de garde de qualité, mieux soutenir les familles monoparentales, faciliter les formations et insertions professionnelles en cas de ruptures familiales.
- **Accepter une régulation du marché du cannabis**, établir un monopole public plutôt que maffieux du marché. La répression seule n'arrive pas à bout du trafic de rue et l'insécurité générée par ces pratiques.
- **Soutenir une fiscalité redistributive des richesses** permettant à l'État d'exister et de fournir des prestations à la population. La fiscalité est la pierre angulaire, le miroir de ce que nous désirons inclure dans le « vivre ensemble » au niveau Suisse.

Lydia Schneider Hausser



25 ans de **militantisme pour les droits humains**, 12 ans de députation et 4 ans au Conseil municipal (VdG).

Je suis encore toujours convaincue de la nécessité de **lutter contre les inégalités sociales** et

pour la **promotion des droits des femmes** à tous niveaux.

C'est pourquoi j'aspire à porter les revendications du parti socialiste à Berne.

- En vue de la révision du système des retraites, je m'élève contre la volonté de faire travailler les femmes jusqu'à 65 ans alors que leurs salaires sont encore 20% inférieurs à celui des hommes.
- **Assurance maladie** : malgré les promesses des assureurs, les primes reprennent l'ascenseur. Je m'engagerai pour la suppression des primes pour les enfants afin de soulager les familles et pour qu'elles ne dépassent pas le 10% des revenus des ménages.
- **Insertion des jeunes et soutien aux travailleurs « seniors »** : il est inacceptable que des jeunes n'arrivent pas à trouver un premier emploi et que l'on licencie des employé-e-s en raison de leur âge.

Des solutions existent comme un **fonds pour favoriser la formation continue**, une base légale **contre les discriminations** ou encore une **contribution de solidarité payée par les entreprises qui ne forment pas d'apprentis ou n'emploient pas de travailleur-euse-s seniors**.

Laurence Fehlmann Rielle



Carlo Sommaruga



Manuel Tornare



Thierry Tanquerel



Nicole Valiquier
Grecuccio



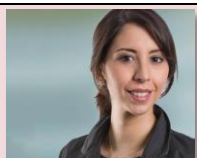
Sylvain Thévoz



Olga Baranova



Roger Deneys



Amanda Gavilanes



Thomas Wenger



Ce qui se passe ailleurs nous concerne !

Le drame des réfugiés, même s'il est largement dû aux guerres et aux dictatures, nous rappelle le fossé entre la prospérité - certes mal partagée - des pays industrialisés et une pauvreté insoutenable dans de nombreuses régions du monde.

780 millions d'humains ne mangent pas à leur faim, 1,2 milliard n'ont pas pu aller à l'école et 1,2 milliard également doivent vivre avec moins de 1,25 \$ par jour, seuil de la pauvreté absolue.

860 millions d'humains sont sans véritable toit, 770 millions sans accès à une eau salubre et 2,5 milliards sans traitement satisfaisant des eaux usées.

La Constitution genevoise fait de la solidarité internationale de Genève une tâche pour toutes les collectivités, communes et canton.

Comme la plupart des communes suburbaines, la Ville d'Onex a atteint voici quelques années la cible du 0.7% de son budget consacré à la coopération de terrain. Ces montants sont alloués à des projets concrets, aidant les populations à pouvoir vivre dignement au pays.

Il est important que la Confédération continue elle aussi son engagement dans ce domaine. Le 18 octobre votons pour les candidates et candidats qui soutiennent cette orientation : nous sommes tous sur la même Planète !

René Longet



Défense du service public !

"Privatiser les profits, socialiser les pertes", cette logique semble plus que jamais d'actualité au sein des conseils municipaux, des parlements cantonaux ou des chambres fédérales. Cette maxime est appliquée sans merci par les politiciens de droite, influencés par la nouvelle gouvernance économique.

Tous défendent des intérêts privés ou des lobbies qui les soutiennent.

Les services publics sont poussés par les mêmes politiciens à être rentables dans tous les secteurs.

Cela entraîne des privatisations, des restructurations, de nombreux licenciements et des baisses de revenus des travailleurs intégrés dans ces sociétés devenant souvent mandataires de l'État.

Cette façon de faire, distribue les bénéfices à quelques privilégiés et génère des hausses des dépenses publiques payées par l'impôt.

Les services de santé, d'éducation, d'urgence et sécurité peuvent-ils être rentables à court terme sans affecter la dimension sociale de ces activités étatiques et les conditions de travail des professionnels ?

Clairement non !

La Poste, cette régie fédérale, envisage l'arrêt de la distribution des paquets et des recommandés au domicile. Tout cela afin de satisfaire des exigences voulues par les tenants du profit maximum. La fermeture des bureaux de poste va dans le même sens.

Le 18 octobre élevez SOCIALISTE !

Patrick Lapalud Président du PSO

Venez nous interpeller, discuter et prendre contact avec nous !

Sur notre stand, devant la « COOP » : tout au long de l'année !!!
Soutenez notre section par vos dons ou cotisations : CCP 12-14212-6
Transmettez-nous vos demandes et remarques : info@psonex.net

Blog : www.psonex.net Facebook : <https://www.facebook.com/psonex>
Adresse postale : Patrick Lapalud, président du PSO
Chemin du Bocage 14, 1213 Onex. Téléphone : 079 753 21 11